

**« Photographies à l'œuvre.
La reconstruction des villes françaises (1945-1958) »
Jeu de Paume hors les murs – Château de Tours
26 novembre 2011- 20 mai 2012**

Anne-Laure Anizan

L'exposition « Photographies à l'œuvre. La reconstruction des villes françaises (1945-1958) », présentée par le musée du Jeu de Paume au Château de Tours, trouve son origine dans le fonds du service photographique du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU). Ledit service était chargé de documenter l'état du bâti et de conserver la trace des constructions entreprises après la Seconde Guerre mondiale. Jusqu'en 1958 (date à laquelle le terme « Reconstruction » disparut de l'intitulé du ministère), il réalisa plus de 36 000 clichés. Une sélection de 130 photographies noir et blanc présentant des logements collectifs ou individuels, parfois des bâtiments publics (comme la bibliothèque de Tours – illustration 1), est ici exposée. Des diaporamas donnent accès à bien d'autres clichés ; des publications et des films contemporains de la Quatrième République complètent le dispositif.



**Illustration 1 - Tours, Bibliothèque architecte Patout et Dorian, 30 mars 1956.
Photographie : Pierre Mourier © MEDDTL - fonds MRU.**

L'ensemble documentaire conduit à réinterroger l'histoire du *Welfare State* à la française : dans l'après-guerre, le rôle de l'État et de l'administration était repensé aussi pour faire face aux enjeux de l'habitat. L'exposition nous plonge ensuite au cœur d'une complexe réalité socio-spatiale : les destructions matérielles occasionnées par les bombardements avaient inégalement marqué le territoire, et ce à toutes les échelles ; grâce à une ambitieuse politique de reconstruction, l'État s'efforçait non pas d'effacer, mais bien plutôt de panser les plaies architecturales de la guerre. « Photographies à l'œuvre... » montre enfin combien la première décennie des Trente Glorieuses fut une période de transition qui n'était pas pour tous les Français synonyme de prospérité et de confort : la paix revenue, certaines familles peinaient à s'extirper du mal-logement.

Le MUR et son service photographique

Créé en novembre 1944, le MUR affirmait la volonté du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) de reconstruire le pays en dépit de la prolongation de la guerre. Les pouvoirs publics issus de la Résistance s'appuyaient sur des réflexions et des projets initiés sous Vichy. À partir de 1940, des institutions inédites sous la Troisième République avaient été chargées de la reconstruction immobilière. Le cours de la guerre limitait les réalisations concrètes. Néanmoins, une nouvelle conception s'ancrait au cœur de la politique publique : influencée par « l'école française d'urbanisme », elle défendait la planification urbaine, l'intervention de l'État pour encadrer la transformation des villes. À la Libération, architectes et urbanistes furent considérés comme des techniciens et, à ce titre, échappèrent à l'épuration. Ils poursuivirent leur travail sous la direction de responsables issus de la Résistance, tels les ministres Charles Tillon et Eugène Claudius-Petit qui voyaient la « science des villes » comme une discipline reine indispensable pour penser les villes du futur. Le catalogue¹ de l'exposition souligne que « dans ce domaine comme dans d'autres, une continuité existe bien entre le régime de Vichy et la Quatrième République ».

Trois tâches attendaient le MUR en 1945. Il s'agissait d'abord de mettre en œuvre la reconstruction *stricto sensu*. Les destructions atteignaient près du cinquième du parc immobilier. Certaines villes furent plus particulièrement victimes, telle Orléans en partie détruite par les bombardements allemands de juin 1940. Comme cette cité ligérienne fit l'objet de grands chantiers de reconstruction, l'exposition lui fait la part belle. Des clichés témoignent des destructions, directement par des vues larges du centre ville, le plus souvent indirectement, lorsque le cadrage de la photographie consacrée aux nouveaux bâtiments laisse apparaître le voisinage de tas de gravats ou de façades en ruines. Ainsi également pour Tours, autre sujet ici privilégié parce qu'elle fut très touchée par les bombardements de ses quartiers situés sur les bords de Loire (illustration 1) en 1940 (des obus incendiaires allemands détruisirent une partie de la ville datant des XVI-XVIII^e siècles, illustration 2). En 1944, ce sont cette fois des bombardements alliés qui provoquèrent des destructions majeures dans les quartiers des gares à Tours et dans la commune limitrophe de Saint-Pierre des Corps (85 % de cette ville qui comportait une zone de triage disparut en quelques heures). L'État d'après-guerre devait aussi se soucier de construire massivement des logements,

¹ Didier Mouchel et Danièle Voldman, *Photographies à l'œuvre. Enquêtes et chantiers de la Reconstruction. 1945-1958*, Jeu de Paume/Point du jour, 2011, p. 10.

d'une part pour répondre au mouvement d'urbanisation qui, depuis les années 1930, avait conduit les urbains à être plus nombreux que les ruraux, d'autre part pour faire face au récent essor démographique. Enfin, il se devait d'œuvrer pour remédier à une situation ancienne d'habitat insalubre jugée indigne d'un pays moderne.



**Illustration 2 : Tours, destructions, hôtel renaissance, 11 octobre 1947.
© MEDDTL - fonds MRU**

Pour soutenir et éclairer l'action du MUR, des campagnes photographiques furent lancées. Le service photographique, où se succédèrent de 1945 à 1958 une dizaine d'opérateurs, s'appuyait sur une équipe de trois à quatre permanents. Ils réalisaient des prises de vues extérieures, mais aussi en studio des photographies de maquettes d'architecte ou bien ils reproduisaient des documents. L'œuvre d'Henri Salesse, qui fut un pilier du service, est mise en avant dans l'exposition. Recruté comme apprenti dans une imprimerie spécialisée dans la reproduction photomécanique, Salesse pratiquait la photographie en autodidacte, puis suivait les cours de la Société française de photographie. Mobilisé en 1939 dans l'armée de l'Air, il était affecté au service photographique de la base aérienne de La Malmaison. Fort de cette nouvelle expérience, il fut en juillet 1945 le premier opérateur embauché par le MUR. Son œuvre et celle de ses collègues sont aujourd'hui conservées par la photothèque du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. Cette administration détient également des « registres » inventoriant les négatifs (support verre ou souple) chronologiquement et géographiquement, par département. L'analyse de ces clichés pour lesquels sont toujours précisés la date, l'adresse du bâtiment, le nom de l'architecte, éventuellement le type d'opération, dresse un passionnant panorama des enjeux urbanistiques et des réponses apportées sous la Quatrième République.

Des chantiers d'expérience aux grands ensembles

En 1945, le secteur du bâtiment était encore largement artisanal composé de petites entreprises, insuffisamment équipées pour faire face à une production de masse. Le MUR, qui suivait le mot d'ordre gouvernemental de modernisation des structures économiques encadrée par les plans quinquennaux, soutenait financièrement et techniquement ingénieurs, entreprises et architectes travaillant dans des villes-tests. Les photographies du MUR, comme les films présentés dans l'exposition, attestent de la diversité des réalisations sur les « chantiers d'expérience ». Un premier type de chantier concerne l'industrialisation des techniques de construction. Ainsi dans le centre-ville d'Orléans, déjà choisi par l'État français pour mener des expériences de préfabrication, étaient après-guerre construits de nouveaux « îlots » (illustration 3).



Illustration 3 : Chantier îlot n°7, Orléans, novembre 1949. Photographie : Henri Salesse. © MEDDTL - fonds MRU.

Le second type de chantier ajoutait une dimension sociale aux recherches techniques. Les concours lancés en 1945-1947 insistaient sur la présentation de modèles de logements de type habitation bon marché. Des chantiers d'ISAI (immeuble sans affectation individuelle) furent ainsi ouverts à travers tout le pays, souvent en périphérie urbaine. Ils se traduisaient par la construction d'immeubles d'une quinzaine de logements souvent pensés pour être regroupés. Les sinistrés rechignaient parfois à habiter des immeubles collectifs qui les repoussaient en outre en limite de la ville. D'où le dernier type de chantier d'expérience issu du concours pour l'édification de maisons nouvelles lancé au printemps 1947. La maison de La Loupe (illustration 4) illustre la volonté d'offrir des demeures modernes, dans leur plan, le confort proposé, comme les lignes architecturales. On retiendra cependant

surtout les clichés consacrés à Noisy-le-Sec (le MUR en conserve plus de 2 000 !), commune la plus détruite de la région parisienne en raison de sa proximité avec un nœud ferroviaire abondamment bombardé en 1944. Le MUR avait décidé d'y créer dès 1945 une cité expérimentale de maisons individuelles afin de tester non seulement les modèles proposés par des entrepreneurs français, mais encore d'autres acquis auprès de pays alliés. Préfabriquées et transportées par camion, les maisons (les clichés précisent bien l'origine des constructions) étaient montées sur place suivant des procédés de construction rapides et novateurs, économes en matériaux.



**Illustration 4 : Chantier d'expérience, La Loupe (Eure et Loir), février 1952.
Photographie : Henri Salesse. © MEDDTL - fonds MRU**

Jusqu'en 1949, le bureau des chantiers d'expérience du MRU finança une quarantaine d'opérations dans 18 départements. Plus de la moitié concernait des logements individuels. À partir de 1948, au moment de l'arrivée de Claudius-Petit à la tête du MRU, vint le temps de programmes plus importants. En 1951, le programme « secteur industrialisé » était destiné à accélérer la réalisation de grands ensembles. L'objectif : 10 000 logements neufs par an. Après des études menées par le MUR et le Plan, six emplacements furent choisis : Pantin, Saint-Étienne, Bron-Parilly, Le Havre, Boulogne-sur-Mer et Angers. Le MUR soutenait un urbanisme moderne rejetant les tracés anciens et anticipant l'usage de l'automobile, comme pour la construction de la cité Rotterdam à Strasbourg en 1950-1953 (800 logements). Bientôt construits en masse et à la périphérie des villes pour répondre plus vite à la demande (plus médiatisée notamment depuis l'Appel lancé par l'abbé Pierre en 1954), ces grands ensembles échappaient désormais à la réflexion urbanistique. En témoignent les vues des barres construites à Arcueil-Gentilly à la fin des années 1950 dans le cadre de l'opération « Le chaperon vert » ou de la cité Berthelot à Nanterre (illustration 5). Les

nouvelles techniques de construction font aussi l'objet de clichés édifiants, telle cette grue montée sur rail pour construire, en 1957, un HLM (habitation à loyer modéré) à Bondy. Comme le montrent les photographies de famille *in situ*, les populations accueillies dans ces nouveaux logements accédaient à un confort nouveau, avec des surfaces agrandies, des salles d'eau, des toilettes intérieures, le chauffage et des ouvertures qui offraient accès à l'air et à la lumière.



Illustration 5 : Opération « 4 000 logements en région parisienne », cité Berthelot, Nanterre, mai 1956. Photographie : Henri Salesses. © MEDDTL – fonds MRU.

Les enquêtes pour résorber l'habitat insalubre

Dans les années 1950, l'administration du MUR et ses photographes étaient bien placés pour connaître l'ampleur du mal logement qui rendait nécessaire ces programmes de construction. L'exposition insiste tout particulièrement sur ce point. Dès 1944, le MUR avait mis la lutte contre les taudis à son programme. En 1945, souvent à l'initiative des préfets, des immeubles insalubres, voués à la démolition, avaient accueilli des sans-abri. À la fin de la décennie, il ne leur était souvent pas encore proposé de solution de relogement. En 1948, la direction de l'aménagement du territoire du MUR décida de mener des enquêtes préalables. Un centre d'études fut créé au sein du MUR, dirigé par l'urbaniste Robert Auzelle. Entre 1950 et 1954, une cinquantaine « d'enquêtes-témoins » furent menées par les services départementaux de l'urbanisme et de l'habitation. Les enquêtes décrivaient les

logements et les modes de vie. Ces fiches diagnostiques témoignaient des préjugés sociaux et des objectifs politiques de leurs concepteurs ; les cités de relogement étaient aussi envisagées comme des lieux de rééducation dans lesquels certaines familles jugées « anormales » encadrées par des assistantes sociales devaient être rendues aptes à la vie collective.

Dans les photographies des « taudis » exposées, le visiteur ne perçoit pas ce type de jugement. Il sent plutôt une forme d'empathie. Bien qu'elles aient été prises plus d'un demi-siècle plus tard, les photographies des opérateurs du MUR rappellent celles de Jacob Riis lorsqu'il voulait dénoncer la situation des migrants logés dans les *tenements* de New York. Le contexte est bien sûr très différent, mais la pauvreté, la promiscuité évoquée, l'insalubrité des logements se font écho. Les opérateurs, Paul Harlé ou Henri Salesse qui photographièrent en 1953 respectivement les « taudis » de Montreuil-sous-Bois ou de Pantin montraient tout autant des immeubles ô combien dégradés avec des murs couverts de salpêtre qu'on tentait parfois de cacher par des pages de journaux plaquées au mur. Les clichés exposés rappellent aussi l'entassement (souvent suggéré par des accollements de meubles, notamment de lits, ou d'objets, également des empilements) vécu par beaucoup de familles pauvres. Enfin, ceux pris en extérieur encore à Rouen et au Petit-Quevilly attestent tout autant de la précarité des conditions de vie que des formes de sociabilité féminines ou enfantines (illustrations 6 et 7).



Illustration 6 : Enfants dans la cité UNAN, Petit-Quevilly, novembre 1952.
 Photographie : Henri Salesse. © MEDDTL - fonds MRU.

Illustration 7 : Chantier d'expérience, La Loupe (Eure et Loir), février 1952.
 Photographie : Henri Salesse. © MEDDTL - fonds MRU.

Les photographies des opérateurs du MUR étaient destinées à un usage interne au ministère, éventuellement à ses publications lues par des élus ou des techniciens, voire aux expositions sur la Reconstruction, mais pas à une publication non administrative (quelques clichés d'Henri Salesse ont exceptionnellement été publiés dans le livre issu de la thèse de sociologie du prêtre Michel Quoist *La ville et l'homme. Rouen, étude sociologique d'un secteur prolétarien*). De ce fait, les opérateurs du MUR sont restés anonymes contrairement à leur prédécesseur Jacob Riis ou à leurs contemporains Willy Ronis (auquel le MUR commanda des photos sur les Bouches-

du-Rhône et notamment la Cité radieuse de Marseille) ou Robert Doisneau. Ce n'est pas le moindre des mérites de cette exposition que de leur permettre de se faire un nom dans l'histoire de la photographie.

Saluons par ailleurs la qualité de la scénographie et des indications présentées aux visiteurs de « Photographies à l'œuvre ». Grâce à un travail réellement pédagogique, le musée du Jeu de Paume propose une exposition historique. Co-écrit par Danièle Voldman, le catalogue, très soigné, offrant tout à la fois une analyse fine et des reproductions de qualité, permet de prolonger le cheminement. On n'aura de cesse de répéter combien ce genre d'initiative « hors les murs » proposée par de grands musées parisiens est louable.